



Interpellation législatives 2022

Mesdames, messieurs,

La fédération des Finances CGT syndique les personnels des ministères économiques et financiers (DGFiP, Douanes, DGCCRF, INSEE, DG Trésor, INPI, Industrie), des juridictions financières et des établissements financiers semi-publics (Banque de France, Caisse des Dépôts, BPI, AFD, ANCV...).

Ces administrations et ces établissements constituent des instruments essentiels pour l'intervention économique de la puissance publique. Ils jouent donc un rôle fondamental tant dans l'organisation, le financement et la bonne marche de l'économie que pour le maintien de la cohésion sociale du pays. Les crises que nous traversons et les défis auxquels nous sommes confrontés (crise économique et crise sanitaire, guerre en Ukraine, transition écologique) confirment leur utilité et la pertinence pour l'État de disposer de ces outils tels que les avait dessinés le Conseil National de la Résistance.

Pourtant, leur rôle est régulièrement contesté et affaibli, leurs missions de plus en plus amputées, externalisées ou privatisées, et leur capacité d'action amoindrie par des réorganisations incessantes et une réduction permanente de leurs moyens humains. Soucieuse de défendre les intérêts des personnels concernés mais aussi l'intérêt général, notre Fédération porte un ensemble de revendications et de propositions pour défendre, promouvoir et développer les missions d'utilité publique et sociale de ces administrations et établissements, et pour les mettre véritablement au service des besoins de la population et des territoires et sous le contrôle citoyen, dans le respect des exigences de transparence démocratique.

Il nous a donc paru légitime de d'interroger votre parti présentant des candidat.e.s aux élections législatives des 12 et 19 juin prochain, afin de connaître votre appréciation sur le rôle que peuvent ou doivent jouer ces administrations et ces établissements, sur les moyens nécessaires, sur les propositions que vous portez dans ce domaine. Vos réponses, que nous publierons, alimenteront le débat que nous appelons de nos vœux et permettront d'éclairer utilement nos adhérents et, plus largement, l'ensemble des personnels de notre champ.

1

ENJEUX INTERNATIONAUX ET ENVIRONNEMENTAUX

Lors de son dernier congrès, en octobre 2021, la fédération des Finances CGT ouvrait son document d'orientation par une citation de Jaurès : « *le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* ». Illustrée par les multiples conflits qui perdurent dans le monde, cette évidence se doublait du

constat que les premières victimes de ces guerres sont toujours les couches les plus populaires, enfants, femmes, personnes âgées et classes laborieuses. Nous n'imaginions pas que l'actualité nous en fournirait une aussi dramatique confirmation au sein même de l'Europe.

>>> Que comptez-vous faire pour faire cesser l'agression de l'Ukraine par la Russie et plus largement promouvoir la paix partout dans le monde?

>>> Pensez-vous que la solution à ce conflit, comme à d'autres qui existent déjà ou pourraient émerger dans la région, soit dans une relance de la course aux armements plutôt que dans la construction d'un cadre de sécurité commun (OSCE, ONU) et l'engagement d'un processus de désarmement ?

>>> Ne pensez-vous pas que l'augmentation des budgets militaires d'ores et déjà envisagée par plusieurs gouvernements européens risque de se faire au détriment d'autres dépenses vitales (santé protection sociale, éducation, alimentaire, eau, énergie...) et réduira les capacités de financement de l'indispensable transition écologique ?

Au-delà de ses conséquences directes sur le dérèglement climatique (émission massive de gaz à effet de serre, destruction de l'environnement et de la biodiversité, risque nucléaire), cette guerre met en évidence des enjeux déjà au cœur de la crise climatique : dépendance à l'égard des énergies fossiles, impact sur les productions agricoles, déplacements de populations. Alors que le dernier rapport du GIEC pointe le fait que le continent africain est le plus vulnérable au changement climatique, l'arrêt des exportations de blé et d'oléagineux d'Ukraine et de Russie va affecter particulièrement l'Afrique et rendre plus aiguë une crise alimentaire qui sévit déjà du fait de l'acidification des sols.

>>> Quelles politiques comptez-vous mener pour répondre à ces enjeux ? L'attitude de l'Union européenne à l'égard de l'accueil des réfugiés ukrainiens tranche avec celle adoptée lors d'autres crises migratoires. Soutiendrez-vous l'adoption d'une démarche identique pour tous les réfugiés et populations déplacées, qu'ils soient économiques, climatiques, victimes de conflits et de discriminations ?

>>> Vous engagez-vous à agir pour obtenir la transparence de l'agence Frontex sur son budget et sur son pilotage ?

Les crises que nous traversons montrent les limites et les dégâts d'une mondialisation basée sur une libéralisation totale des échanges et une mise en compétition généralisée des systèmes productifs, des territoires, des travailleurs et travailleuses.

>>> Estimez-vous souhaitable de mettre un terme aux accords de libre-échange que l'Union européenne continue à promouvoir et à rechercher ? Ne pensez-vous pas qu'il serait préférable de rechercher des coopérations répondant aux intérêts et aux besoins des populations concernées et à la protection de l'environnement ?

>>> Peut-on, selon vous, conditionner les importations au respect de normes sociales (normes de l'OIT notamment) et environnementales ? Une taxation compensatoire est-elle possible et souhaitable ?

>>> A l'échelle de l'Europe comme à celle du monde, le développement effréné de la mondialisation et de la financiarisation des marchés se traduit par une accélération des processus de division internationale du travail et de mise en concurrence des travailleurs, générant des pratiques de dumping social, de délocalisation, de précarisation des statuts d'emplois et de réduction des droits sociaux en même temps que des obstacles de plus en plus nombreux se heurtent à la libre circulation des travailleurs et de leur familles. Comment comptez-vous « rééquilibrer » les droits entre les forces du capital et les travailleurs ?

>>> Répondre aux enjeux climatiques n'implique-t-il pas de maîtriser l'orientation des investissements ? Cela passe-t-il, pour vous, par un contrôle des flux de capitaux et une réorientation de l'accès aux crédits ?

2

ADAPTATION DE L'APPAREIL PRODUCTIF

La crise sanitaire tout comme la guerre en Ukraine ont mis à l'ordre du jour la nécessité de retrouver une souveraineté économique, fortement mise à mal par plusieurs décennies de mondialisation financière. Parallèlement, la lutte contre le changement climatique exige d'adapter notre appareil industriel à une économie décarbonée.

>>> Pensez-vous que la promotion de « champions » français, voir européens, soit une réponse à ces enjeux, dès l'instant où ceux-ci sont totalement soumis aux mêmes dogmes du marché ?

>>> La constitution de filières d'excellence est-elle suffisante pour soustraire notre économie d'une division du travail dont on mesure aujourd'hui les effets délétères ? N'est-ce pas un schéma du passé et ne conviendrait-il pas de chercher plutôt à reconstruire un tissu productif cohérent avec les besoins économiques, culturels et sociaux et les exigences environnementales ?

>>> Comment retrouver notre souveraineté alimentaire et répondre à l'enjeu fondamental de nourrir l'humanité tout en mettant fin à l'agro-business et à une agriculture productiviste destructrice des écosystèmes et de la santé ?

>>> Pour faire face à ces enjeux, l'État et les collectivités territoriales peuvent-ils se contenter de subventionner les projets et les initiatives privés ? Pour mettre l'action de tous les acteurs en cohérence et faire prévaloir l'intérêt général, l'Etat ne doit-il pas recourir à un processus de planification économique, sociale et écologique ? Si oui, comment faire en sorte que cette planification s'inscrive dans une démarche démocratique et prenne en compte les réels besoins de la société, des populations et des territoires ?

>>> Ce recours à la planification démocratique n'est-il pas notamment indispensable pour organiser les reconversions professionnelles imposées par la transition écologique et les mutations technologiques ? De ce point de vue, ne considérez vous pas qu'il est nécessaire et urgent de mettre en œuvre une véritable politique publique nationale de formation professionnelle mobilisant financements contributifs et outils publics, plutôt que de relever d'une logique marchande et concurrentielle ?

Les services publics participent à la solidité de notre appareil productif. Ils ne doivent pas seulement viser à remédier aux défaillances du marché mais constituent la base même de notre activité économique (enseignement, formation continue, infrastructures, recherche, régulation et contrôle, aménagement du territoire et égalité d'accès ... etc...). Or ils sont de plus en plus menacés. Leurs moyens sont réduits, leurs missions externalisées ou privatisées, et leur gestion est de plus en plus soumise aux critères en vigueur dans les entreprises privées, à tel point que les sociétés de conseil ont pris une place de plus en plus grande dans la définition de leur stratégie, la recherche d'une certaine rentabilité prenant le pas sur le service du public et l'intérêt général.

>>> Comptez-vous promouvoir et développer les services publics ? Mettez-vous un terme à l'externalisation de leurs missions ?

>>> Comment comptez-vous en faciliter l'accès et répondre au besoin de proximité exprimé par les usagers ? Comment comptez-vous notamment répondre au constat de la Défenseure des Droits quant aux inégalités engendrées par la dématérialisation ?

>>> Quels droits et garanties données aux agents des services publics ?

3

POLITIQUE FISCALE

La politique fiscale menée durant ce quinquennat a été profondément inégalitaire, privilégiant les plus riches, les détenteurs de capitaux et les entreprises.

>>> Comment faire de l'impôt un instrument de justice sociale ? Comptez-vous renforcer la progressivité de l'impôt sur le revenu et prioriser ce type d'impôt par rapport aux impôts proportionnels (TVA, CSG) ?

Plusieurs études ont montré que l'on assistait à une concentration des patrimoines et à la réémergence d'une société de rentiers, l'héritage devenant le principal mode de constitution de ces patrimoines.

>>> Comme le demande la plupart des économistes, êtes-vous favorable à imposer davantage et de façon plus progressive, successions et donations ?

>>> Rétablirez-vous un véritable impôt progressif sur le patrimoine quel qu'en soit la nature ?

>>> Sur le sujet particulier du logement, considérez vous comme juste le

fait que leur propriété soit concentrée dans les mains de quelques multi-propriétaires (personnes physiques ou morales) et que cette concentration soit facilitée par certaines niches fiscales ? Le nombre de logements vacants dépasse plus de 3,1 millions de logements et augmente d'environ 100 000 tous les ans, tandis qu'au contraire on compte plus 4 millions de sans logis et mal logés. Considérez vous qu'il serait utile et nécessaire d'augmenter la taxation et le contrôle des logements vacants et de recourir davantage à la mise en œuvre du droit de réquisition des logements vides ?

Si la crise sanitaire a fortement impacté les budgets publics et le pouvoir d'achat de beaucoup de ménages, certains secteurs en ont toutefois largement tiré profit (laboratoires pharmaceutiques, grande distribution, GAFAM...). Et il est à craindre que le même phénomène se reproduise avec la guerre en Ukraine (hausse des cours des industries d'armement, énergie, agroalimentaire).

>>> Taxerez-vous les profiteurs de crise et de guerre ?

Traditionnellement l'impôt est aussi un outil économique incitatif visant à influencer sur le comportement des acteurs. Mais encore faut-il questionner régulièrement l'efficacité des mesures (niches fiscales) prises en ce sens.

>>> Procéderez-vous à une évaluation de l'efficacité économique et sociale des niches fiscales et à la suppression de celles jugées négativement ?

>>> Instaurerez-vous une modulation de l'imposition des entreprises en fonction des politiques qu'elles mettent en œuvre en matière sociale et environnementale ?

L'évasion fiscale grève le budget de l'État, creuse les inégalités et amoindrit le consentement à l'impôt.

>>> Quels moyens (législatifs, effectifs) mettrez-vous en œuvre pour enrayer l'évasion fiscale ?

>>> Malgré les progrès enregistrés au niveau de l'OCDE, les multinationales échappent encore en partie à une juste imposition de leurs bénéfices. Agirez-vous pour promouvoir une solution comme leur taxation unitaire ?

>>> Les paradis fiscaux sont un des vecteurs de l'évasion fiscale, y compris au sein de l'Union européenne. Quelles mesures préconisez-vous pour lutter contre ces paradis et les acteurs qui les alimentent et les utilisent ?

Le financement de la sécurité et protection sociale tend de plus en plus à être assuré par l'impôt, ce qui n'est pas sans poser problème quant à son étatisation et à l'éviction des partenaires sociaux de sa gestion.

>>> Souhaitez-vous une plus forte progressivité de la CSG (elle l'est déjà en partie pour les retraités) ? Quelle est votre position quant à sa fusion

éventuelle avec l'impôt sur le revenu ?

>>> Que pensez-vous d'une fusion des recouvrements fiscaux et sociaux ? Poursuivrez-vous les travaux d'ores et déjà engagés en la matière sachant que ceux-ci induisent d'ores et déjà un fort risque de dégradation des services rendus aux affiliés, assurés sociaux et contribuables ?

4

DÉPENSES PUBLIQUES

La crise sanitaire, et le « quoiqu'il en coûte » adopté pour en gérer les effets, a fait sauter les verrous européens imposés aux dépenses publiques. Mais très rapidement, des voix se sont élevées pour revenir à l'orthodoxie antérieure et renouer avec une réduction des dépenses publiques qui vise souvent principalement les dépenses sociales.

>>> Préconisez-vous une réduction des dépenses publiques, et si oui, sur quels postes ?

>>> Une augmentation des impôts, ciblée sur les ménages et les entreprises les plus favorisés, ne serait-elle pas préférable pour rétablir l'équilibre des comptes publics ?

>>> Une baisse des dépenses publiques vous paraît-elle compatible avec la nécessité d'améliorer des services publics comme la santé ou l'éducation, tant en termes d'investissement, de moyens humains que rémunération des personnels ?

>>> Comment concilier une telle réduction avec les investissements publics requis pour assurer la transition écologique et la préservation de la cohésion sociale et territoriale (santé, éducation, logement...) ?

Corollaire de l'augmentation des dépenses publiques, la dette publique a elle aussi progressé, même si son coût annuel a sensiblement baissé. Mais là encore, le discours dominant semble être à vouloir en faire payer le prix par les ménages.

>>> Quelle est votre position sur le remboursement de la dette publique ?

>>> Faut-il, selon vous, isoler la « dette Covid », quitte à mettre en difficulté la sécurité sociale ?

>>> Que pensez-vous de la proposition de transformer en dette perpétuelle la part de la dette publique détenue par la BCE ? Une partie de celle-ci devrait-elle être annulée

5

FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

La politique monétaire a joué un rôle important pour amortir les effets de la crise sanitaire. Malheureusement, les milliards injectés par la BCE ont da-

vantage irrigué les marchés financiers que l'économie réelle. Or, non seulement l'accumulation de ces liquidités, et la spéculation qui l'accompagne, sont porteuses de crises financières à venir, mais les défis de la transition écologique exigent que la puissance publique puisse peser sur l'orientation du crédit.

>>> Afin de mettre la création monétaire au service des besoins, que pensez-vous de la proposition de constituer un pôle financier public qui appuierait l'effort d'investissement de l'État et des collectivités locales (infrastructures de santé, de transport, logements sociaux, transition écologique et énergétique, politique industrielle...) sous le contrôle des salariés et des citoyens ?

>>> Les banques exerçant de fait une mission de service public, à travers le privilège dont elles disposent de créer et gérer la monnaie, ne devrait-on pas envisager de les socialiser et, dans l'immédiat, au minimum leur imposer un certain nombre d'obligations quant à l'orientation des crédits qu'elles accordent ?

>>> Êtes-vous d'accord pour permettre le retour à une centralisation intégrale des ressources d'épargne populaire (Livret A, LDD...) à la Caisse des Dépôts et leur emploi exclusif dans des financements de long terme d'investissements relevant de l'intérêt général comme le logement social en premier lieu ?

La crise financière de 2007-2008 a montré comment des banques « trop grosses pour faire faillite » étaient en capacité de transférer à la collectivité les risques pris sur les marchés financiers.

>>> Séparerez-vous strictement les activités de détail des banques (dépôts, crédits, gestion des moyens de paiement), indispensables au fonctionnement de l'économie, de leurs activités de marchés qui cannibalisent et fragilisent le financement de l'économie réelle ? Et encadrerez-vous plus strictement celles-ci ?

Ne pas pouvoir accéder aux moyens de paiement indispensables pour vivre normalement est un facteur d'exclusion. Une exclusion financière qui se surajoute et aggrave souvent une exclusion sociale. Or la dématérialisation de la monnaie fiduciaire accentuerait cette situation en y ajoutant une exclusion numérique, les populations pour lesquelles les espèces constituent le principal, voire le seul, moyen de paiement étant souvent les mêmes qui n'ont pas accès au numérique.

>>> Plaiderez-vous pour le maintien du cash ? Et militerez-vous pour que l'e-euro en préparation ne se substitue pas aux pièces et aux billets mais vienne seulement en complément ?

>>> Ferez-vous pression sur la Banque de France pour qu'elle modernise son imprimerie, renforce sa recherche et développement et renonce à la tentation de privatiser sa papeterie, projet qui sonnerait le glas du pôle public européen de fabrication des billets dont la BDF est le pilier ?

Le désengagement de l'État en matière de contrôle, par la multiplication des modes de contrôle allégés, par la mise à mal des services, par la diminution des effectifs dédiés, par l'externalisation du contrôle (certification, contrôle de deuxième niveau...) par une transformation radicale du but assigné au contrôle (loi ESSOC...) entrave la possibilité de contrôler les acteurs publics ou privés.

>>> Estimez-vous que le contrôle des acteurs économiques relève exclusivement de la puissance publique ?

>>> Si oui, réaffirmez-vous le rôle des administrations de contrôle et leur donnez-vous les moyens de remplir leurs missions, tant en termes d'effectifs que de structuration ?

L'évaluation des politiques publiques est une étape indispensable à la construction de réponses pertinentes et efficaces aux besoins de la société. C'est une étape incontournable de la vie démocratique. Si cette nécessité est assez largement reconnue, dans la pratique elle se réduit souvent à la recherche d'économies budgétaires et les décideurs hésitent souvent à en tirer les leçons quand celles-ci ne corroborent pas leurs politiques. En outre, de plus en plus, l'évaluation relève parfois davantage d'objectifs de communication et devient un marché où des agences privées tirent profit de la perte de capacité – résultat des politiques libérales – des administrations à assurer cette mission.

>>> Vous engagez-vous à mettre en œuvre des évaluations des politiques publiques objectives et impartiales, s'appuyant sur la déontologie des personnels et associant l'ensemble des parties prenantes ?

Pour l'évaluation comme pour l'ensemble du débat public, la qualité et l'objectivité de l'information statistique est primordiale. C'est un enjeu de démocratie. C'est pourquoi il est indispensable d'avoir une statistique indépendante vis-à-vis des politiques et des pouvoirs économiques et répondant aux besoins de la société.

>>> Vous engagez-vous à respecter et à défendre l'indépendance de la statistique publique ?

La démocratie ne doit pas s'arrêter aux seules institutions. Elle doit régner aussi dans les entreprises et les administrations.

>>> Instaurerez-vous un droit d'intervention des salariés dans la gestion des entreprises et des administrations ?

>>> Quels droits nouveaux accorderez-vous aux salariés et à leurs représentants ?

>>> Comment comptez-vous améliorer la rémunération, les évolutions de carrière et les conditions de travail des fonctionnaires et agents publics, notamment, pour ce qui nous concerne, dans les administrations de Bercy et les établissements financiers semi-publics ?

>>> Souhaitez-vous mettre fin au recours massif aux emplois précaires dans la fonction publique ? Inversement, souhaitez vous mettre fin aux connivences et collusions existant entre certains corps de haut-fonctionnaires et les grandes féodalités économiques et capitalistes privées et notamment aux pratiques de pantouflage ?

L'évaluation des politiques publiques est une étape indispensable à la construction de réponses pertinentes et efficaces aux besoins de la société. C'est une étape incontournable de la vie démocratique. Si cette nécessité est assez largement reconnue, dans la pratique elle se réduit souvent à la recherche d'économies budgétaires et les décideurs hésitent souvent à en tirer les leçons quand celles-ci ne corroborent pas leurs politiques. En outre, de plus en plus, l'évaluation relève parfois davantage d'objectifs de communication et devient un marché où des agences privées tirent profit de la perte de capacité – résultat des politiques libérales – des administrations à assurer cette mission.

>>> Vous engagez-vous à mettre en œuvre des évaluations des politiques publiques objectives et impartiales, s'appuyant sur la déontologie des personnels et associant l'ensemble des parties prenantes ?

Pour l'évaluation comme pour l'ensemble du débat public, la qualité et l'objectivité de l'information statistique est primordiale. C'est un enjeu de démocratie. C'est pourquoi il est indispensable d'avoir une statistique indépendante vis-à-vis des politiques et des pouvoirs économiques et répondant aux besoins de la société.

>>> Vous engagez-vous à respecter et à défendre l'indépendance de la statistique publique ?